

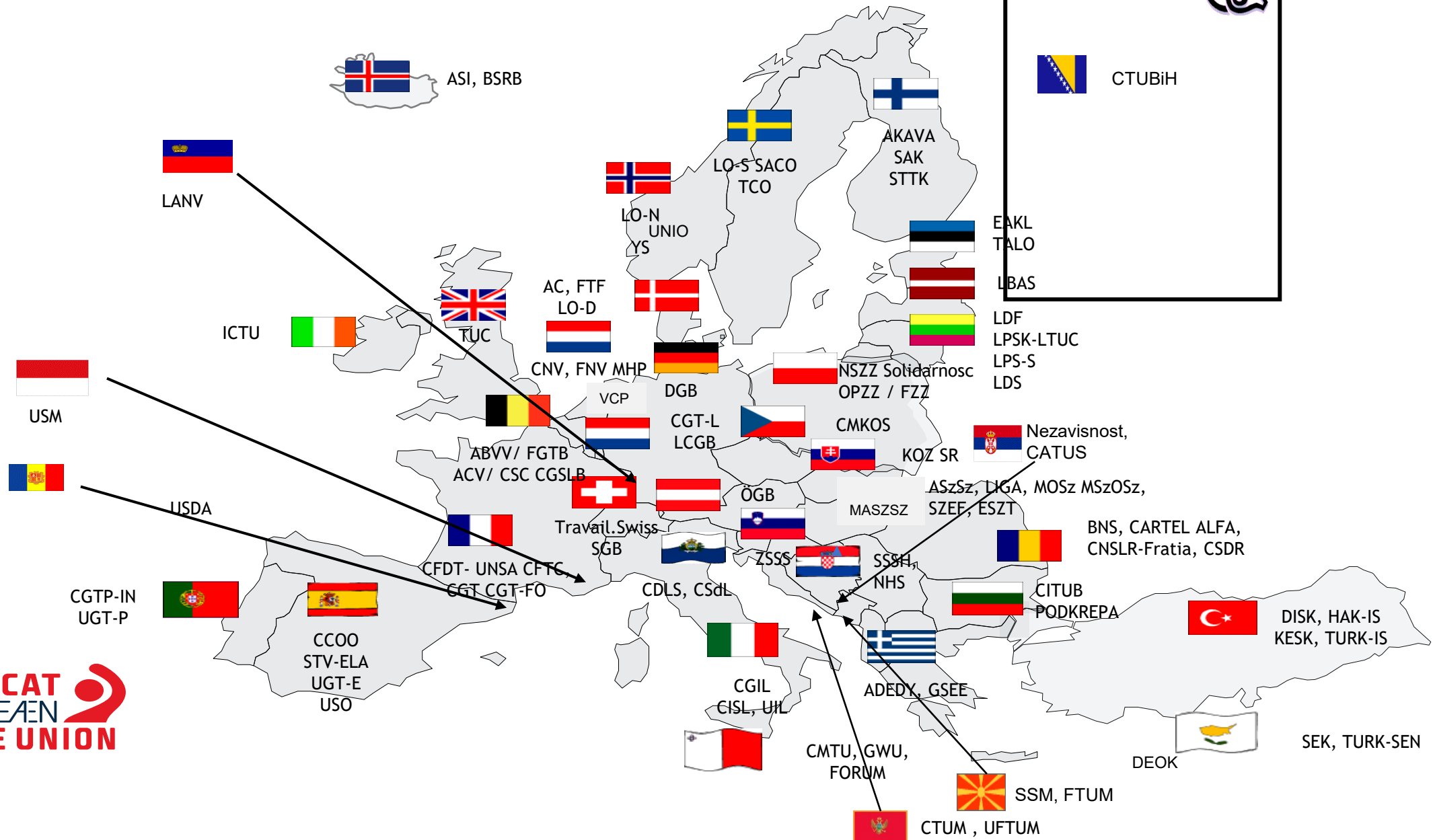


TOGETHER FOR A FAIR DEAL FOR WORKERS

Le Pilier européen des droits sociaux et l'avenir de l'Europe sociale - Évaluation des progrès et définition des orientations futures

**Ludovic Voet, Secrétaire Confédéral de la Confédération Européenne des Syndicats
15 mai 2024, Luxembourg - CSL**

89 NATIONAL CONFEDERATIONS



10 EUROPEAN TRADE UNION FEDERATIONS

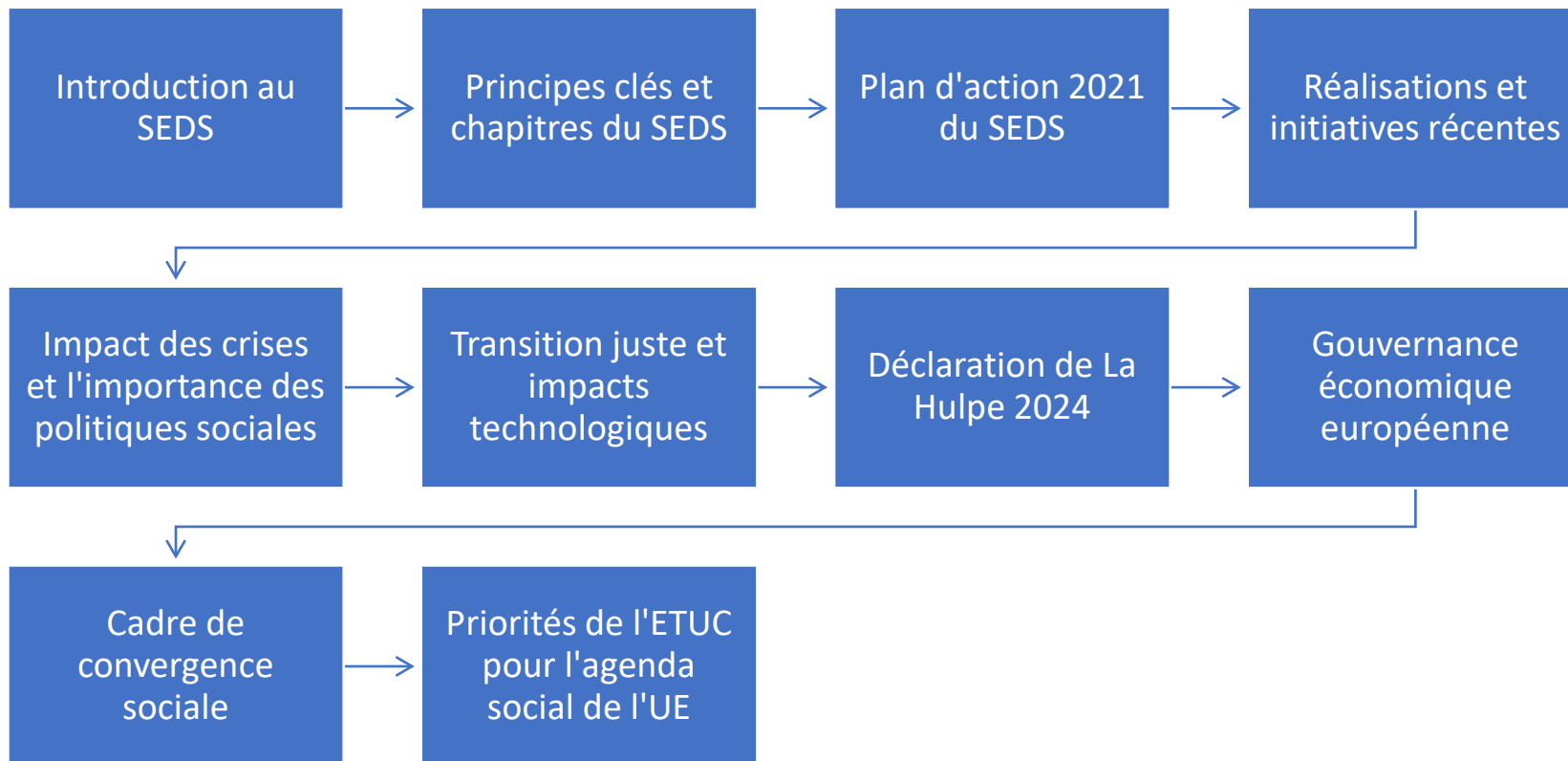


EURO-MEI



European Federation
of Building
and Woodworkers



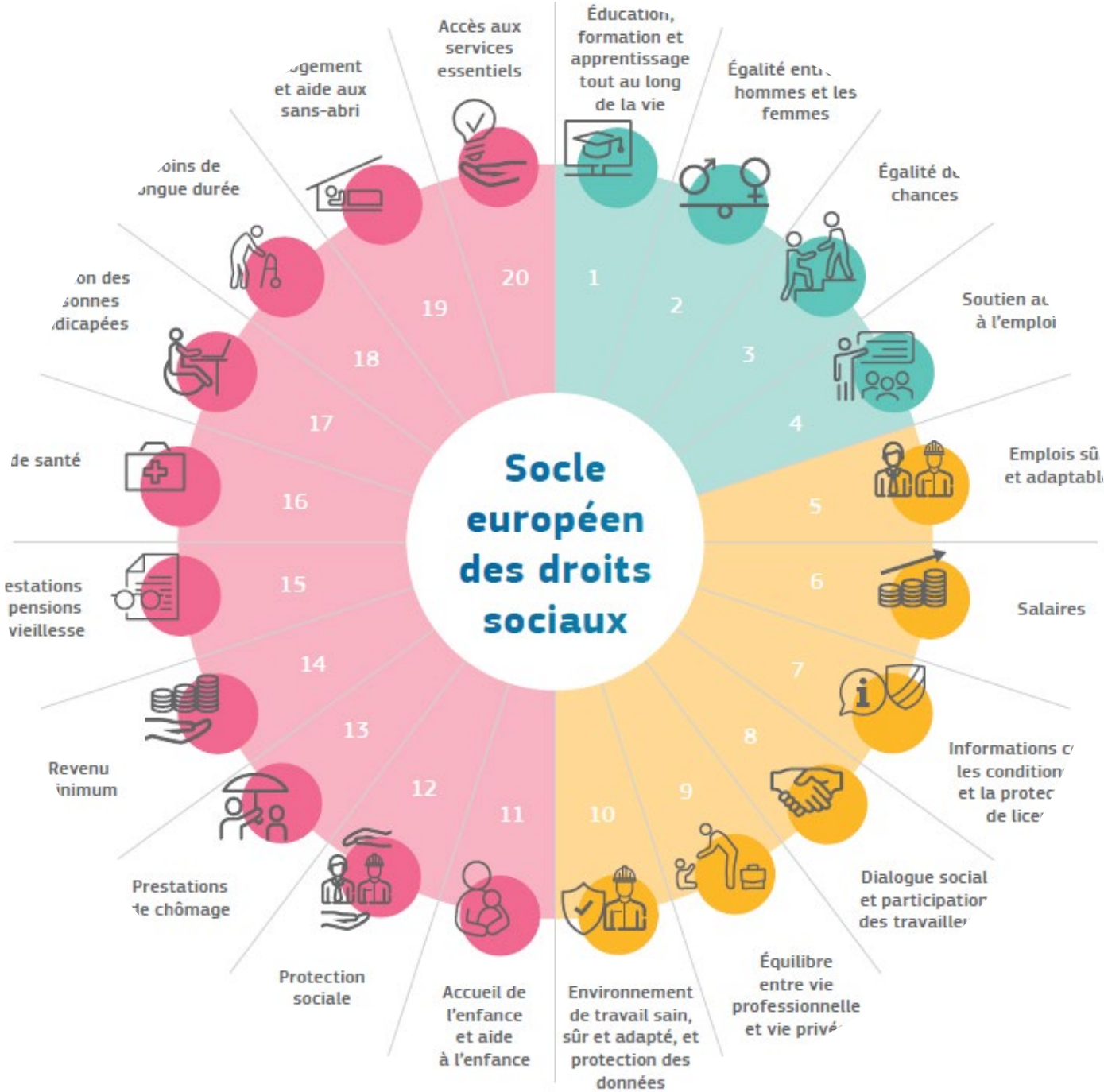


1 - Introduction au Socle Européen des Droits Sociaux

1. Le Socle Européen des Droits Sociaux (SEDS) a été proclamé en 2017 lors du Sommet de Göteborg.
2. Après une décennie d'austérité, l'UE s'attaque enfin aux déséquilibres sociaux
3. Il établit 20 principes clés pour une Europe sociale, répartis en trois chapitres.
4. Le SEDS vise à assurer des opportunités égales, des conditions de travail équitables et la protection sociale.



2 - Principes clés et chapitres du SEDS



1 – Égalité des chances et accès au marché du travail

2 – Conditions de travail équitables

3 - Protection et inclusion sociales

3 - Plan d'action 2021 du SEDS

« Alors que nous nous employons à surmonter la pandémie, que nous préparons les réformes nécessaires et que nous accélérons la double transition écologique et numérique, il est temps, je pense, d'adapter aussi la réglementation sociale. Nous avons besoin d'une réglementation qui assure la solidarité entre les générations. Qui récompense les entrepreneurs soucieux de leurs employés. Qui mette l'accent sur l'emploi et ouvre des opportunités. Qui mette les compétences, l'innovation et la protection sociale sur un pied d'égalité. »

Ursula von der Leyen, le 20 janvier 2021

- Détails du plan d'action du Socle Européen des Droits Sociaux (SEDS) proposé en 2021 par la Commission européenne, comprenant plus de 70 initiatives spécifiques.
- Objectif pour 2030 : Au moins 78% de la population âgée de 20 à 64 ans au travail, participation de 60% des adultes à la formation et éducation tout au long de la vie, et réduction de 15 millions de personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale
- Sommet de Porto en mai 2021 (signatures des partenaires sociaux)

4 - Réalisations et initiatives récentes

- (i) **Pour l'égalité des chances et l'accès au marché du travail** : La stratégie européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes, la directive sur les femmes dans les conseils d'administration, la directive sur la transparence des rémunérations, les comptes individuels de formation et le cadre des microcrédits, la garantie renforcée pour la jeunesse.
- (ii) **Sur l'emploi** : La directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles, la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la directive sur le salaire minimum adéquat, le cadre stratégique de l'UE sur la santé et la sécurité au travail (2021-2027), la création de l'Autorité européenne du travail, le soutien temporaire pour atténuer les risques de chômage en cas d'urgence (SURE), la directive sur les plateformes de travail et la recommandation sur le dialogue social.
- (iii) **Sur la protection sociale et l'inclusion** : la recommandation sur l'accès à la protection sociale pour les travailleurs et les indépendants, la recommandation sur le revenu minimum, la garantie européenne pour les enfants, la stratégie pour les droits des personnes handicapées 2021-2030.

5 - Impact des crises et l'importance des politiques sociales



Rôle des politiques sociales pendant les crises

Les politiques sociales ont joué un rôle clé pour atténuer les effets des crises récentes et stabiliser les économies de l'UE.

Elles ont été essentielles pour soutenir les populations les plus vulnérables et maintenir la cohésion sociale en période de crise.

L'investissement dans les politiques sociales a permis de relancer l'économie et de réduire l'impact négatif des crises sur l'emploi et les conditions de vie.



Préparation future grâce aux politiques sociales

Les crises ont mis en évidence l'importance des politiques sociales pour préparer l'avenir de l'UE.

En s'appuyant sur les enseignements des crises passées, les politiques sociales peuvent aider à anticiper et gérer les futurs défis économiques et sociaux.

L'investissement continu dans les politiques sociales est crucial pour renforcer la résilience de l'économie et de la société face aux crises à venir.

6 - Transition juste et impacts technologiques



La décarbonation et les développements technologiques, dont l'IA, auront un impact significatif sur le marché du travail, nécessitant une transition "juste".



La transition doit aller au-delà de la formation et des compétences, incluant la création d'emplois de qualité et le soutien aux travailleurs et à leur famille.



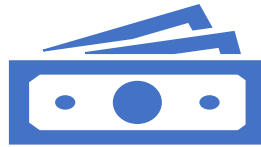
Investir dans la transition juste signifie anticiper le changement et impliquer les partenaires sociaux pour gérer les changements de manière équitable et durable.

7 – Déclaration de La Hulpe 2024



Le but de cette déclaration est de préparer le futur agenda social de la période 2024-2029 et de reconfirmer le socle européen des droits sociaux comme la boussole de la politique sociale de l'UE pour les années à venir.

- 16 Avril 2024



La déclaration contient des références à d'importantes priorités syndicales:

Actions visant à combler l'écart de rémunération (et de pension) entre les hommes et les femmes

Des emplois de qualité et la nécessité de prêter attention à la qualité de l'emploi, en mettant l'accent sur la négociation collective et les salaires

La nécessité de rétablir la part des revenus du travail

Importance de la négociation collective et du dialogue social

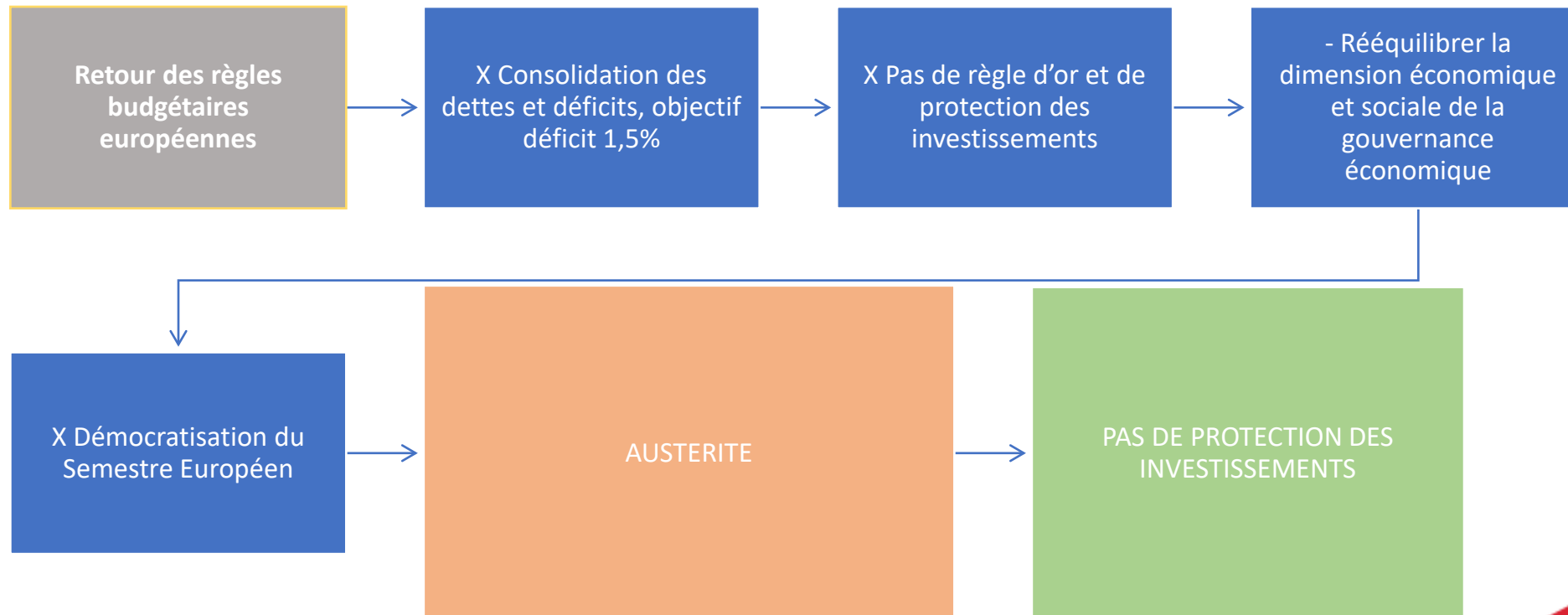
Soutien et renforcement du dialogue social interprofessionnel et sectoriel et soutien aux accords des partenaires sociaux

Respect total des prérogatives des syndicats;-

Nécessité d'actions pour défendre le droit à la formation

Souligner le besoin potentiel d'action sur le télétravail, le droit à la déconnexion, l'IA - avec le principe de l'humain aux commandes

8 – Gouvernance économique européenne



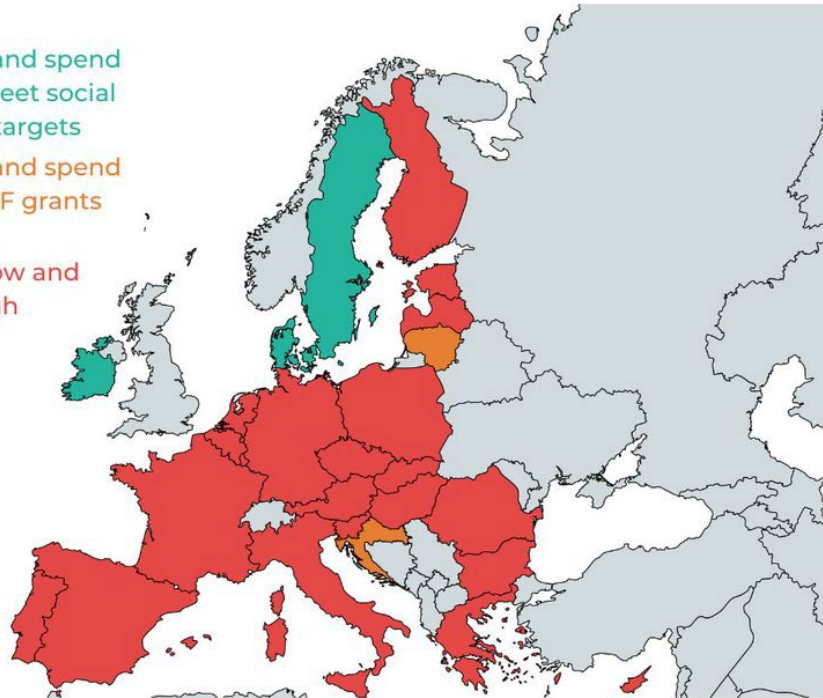
8 – Gouvernance économique européenne

EU FISCAL RULES MEAN 90% OF EUROPE CAN'T MEET SOCIAL AND CLIMATE TARGETS

Can borrow and spend enough to meet social and climate targets

Can borrow and spend enough if RRF grants continue

Cannot borrow and spend enough

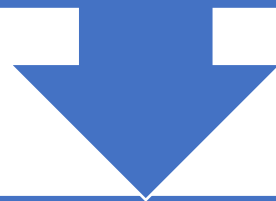


Source: NEF analysis



9 – Cadre de convergence sociale

Certains gouvernements résistent à l'idée qu'une dimension sociale du semestre européen pourrait les rendre responsables de l'amélioration des conditions de travail et de vie. Le cadre de convergence sociale (vers le haut) peut permettre de rendre les gouvernements responsables de la poursuite d'objectifs sociaux communs. Si la réforme peut prendre en compte le SEDS et le cadre de convergence sociale, le risque est que le résultat soit déterminé par les règles techniques appliquées dans l'analyse de viabilité de la dette (DSA)



Mercredi 8 mai, la Commission européenne a publié une analyse détaillée par pays dans les domaines de l'emploi, des compétences et de l'inclusion sociale pour la Bulgarie, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lituanie, la Hongrie et la Roumanie, détaillant les résultats du cadre de convergence sociale.

10 – Priorités de la CES pour l’agenda social de l’UE

Manifeste de la CES pour les élections européennes : 12 Priorités

- 1. De meilleurs emplois et revenus
- 2. Mettre fin à l’emploi précaire et améliorer les conditions de travail
- 3. Soutien aux syndicats, à la négociation collective et au dialogue social
- 4. Travail sécurisé
- 5. Rejeter l’austérité, une économie pour les gens et la planète
- 6. Une politique industrielle et des services publics forts
- 7. L’argent public au service du progrès social
- 8. Assurer des transitions justes
- 9. Lutter contre le dumping social et la fraude
- 10. Une approche juste et fondée sur les droits en matière de migration et d’asile
- 11. Un rôle progressiste de l’Europe dans le monde
- 12. Une Europe plus juste et plus démocratique

